

No. 17513

MULTILATERAL

Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the protection of victims of non-international armed conflicts (Protocol II) (with Final Act of the Diplomatic Conference on the reaffirmation and development of international humanitarian law applicable in armed conflicts dated 10 June 1977 and resolutions adopted at the fourth session¹). Adopted at Geneva on 8 June 1977

*Authentic texts: English, Arabic, Chinese, Spanish, French and Russian.
Registered by Switzerland on 23 January 1979.*

MULTILATÉRAL

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) [avec Acte final de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés en date du 10 juin 1977 et résolutions adoptées à la quatrième session²]. Adopté à Genève le 8 juin 1977

*Textes authentiques : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.
Enregistré par la Suisse le 23 janvier 1979.*

¹ For the text of the Final Act and resolutions, see p. 3 of this volume.

² Pour le texte de l'Acte final et des résolutions, voir p. 3 du présent volume.

PROTOCOLE ADDITIONNEL¹ AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949² RELATIF À LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS ARMÉS NON INTERNATIONAUX (PROTOCOLE II)

TABLE DES MATIÈRES

Préambule

Titre I. Portée du présent Protocole

- Article 1. Champ d'application matériel
- Article 2. Champ d'application personnel
- Article 3. Non-intervention

Titre II. Traitement humain

- Article 4. Garanties fondamentales
- Article 5. Personnes privées de liberté
- Article 6. Poursuites pénales

Titre III. Blessés, malades et naufragés

- Article 7. Protection et soins
- Article 8. Recherches
- Article 9. Protection du personnel sanitaire et religieux
- Article 10. Protection générale de la mission médicale
- Article 11. Protection des unités et moyens de transport sanitaires
- Article 12. Signe distinctif

Titre IV. Population civile

- Article 13. Protection de la population civile
- Article 14. Protection des biens indispensables à la survie de la population civile
- Article 15. Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses
- Article 16. Protection des biens culturels et des lieux de culte
- Article 17. Interdiction des déplacements forcés
- Article 18. Sociétés de secours et actions de secours

Titre V. Dispositions finales

- Article 19. Diffusion
- Article 20. Signature
- Article 21. Ratification
- Article 22. Adhésion
- Article 23. Entrée en vigueur
- Article 24. Amendement
- Article 25. Dénonciation
- Article 26. Notifications
- Article 27. Enregistrement
- Article 28. Textes authentiques

¹ Entré en vigueur le 7 décembre 1978, soit six mois après le dépôt auprès du Conseil fédéral suisse de deux instruments de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 23, paragraphe 1. Les instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Ghana	28 février 1978
(Avec effet au 7 décembre 1978. Signature apposée le 12 décembre 1977.)	
Jamahiriya arabe libyenne	7 juin 1978 a
(Avec effet au 7 décembre 1978.)	

Par la suite, le Protocole est entré en vigueur pour l'Etat suivant, six mois après le dépôt auprès du Conseil fédéral suisse de son instrument de ratification, conformément à l'article 23, paragraphe 2 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
El Salvador	23 novembre 1978
(Avec effet au 23 mai 1979. Signature apposée le 12 décembre 1977.)	

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 31, 85, 135 et 287.

PRÉAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que les principes humanitaires consacrés par l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949¹ constituent le fondement du respect de la personne humaine en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international,

Rappelant également que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme offrent à la personne humaine une protection fondamentale,

Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure protection aux victimes de ces conflits armés,

Rappelant que, pour les cas non prévus par le droit en vigueur, la personne humaine reste sous la sauvegarde des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Sont convenues de ce qui suit :

TITRE I. PORTÉE DU PRÉSENT PROTOCOLE

Article premier. CHAMP D'APPLICATION MATÉRIEL. 1. Le présent Protocole, qui développe et complète l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sans modifier ses conditions d'application actuelles, s'applique à tous les conflits armés qui ne sont pas couverts par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)², et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés.

Article 2. CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL. 1. Le présent Protocole s'applique sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues (ci-après appelés « distinction de caractère défavorable ») à toutes les personnes affectées par un conflit armé au sens de l'article premier.

2. A la fin du conflit armé, toutes les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit, ainsi que celles qui seraient l'objet de telles mesures après le conflit pour les mêmes motifs, bénéficieront des dispositions des articles 5 et 6 jusqu'au terme de cette privation ou de cette restriction de liberté.

Article 3. NON-INTERVENTION. 1. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée en vue de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité du gouvernement de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 31, 85, 135 et 287.

² Voir p. 3 du présent volume.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée comme une justification d'une intervention directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.

TITRE II. TRAITEMENT HUMAIN

Article 4. GARANTIES FONDAMENTALES. 1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 :

- a) Les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
- b) Les punitions collectives;
- c) La prise d'otages;
- d) Les actes de terrorisme;
- e) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
- f) L'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;
- g) Le pillage;
- h) La menace de commettre les actes précités.

3. Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment :

- a) Ils devront recevoir une éducation, y compris une éducation religieuse et morale, telle que la désirent leurs parents ou, en l'absence de parents, les personnes qui en ont la garde;
- b) Toutes les mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées;
- c) Les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités;
- d) La protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de quinze ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa c et sont capturés;
- e) Des mesures seront prises, si nécessaire et, chaque fois que ce sera possible, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde à titre principal en vertu de la loi ou de la coutume, pour évacuer temporairement les enfants du secteur où des hostilités ont lieu vers un secteur plus sûr du pays, et pour les faire accompagner par des personnes responsables de leur sécurité et de leur bien-être.

Article 5. PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ. 1. Outre les dispositions de l'article 4, les dispositions suivantes seront au minimum respectées à l'égard des personnes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient inter-nées ou détenues :

- a) Les blessés et les malades seront traités conformément à l'article 7;
- b) Les personnes visées au présent paragraphe recevront dans la même mesure que la population civile locale des vivres et de l'eau potable et bénéficieront de garanties de salubrité et d'hygiène et d'une protection contre les rigueurs du climat et les dangers du conflit armé;
- c) Elles seront autorisées à recevoir des secours individuels ou collectifs;
- d) Elles pourront pratiquer leur religion et recevoir à leur demande, si cela est approprié, une assistance spirituelle de personnes exerçant des fonctions religieuses, telles que les aumôniers;
- e) Elles devront bénéficier, si elles doivent travailler, de conditions de travail et de garanties semblables à celles dont jouit la population civile locale.

2. Ceux qui sont responsables de l'internement ou de la détention des personnes visées au paragraphe 1 respecteront dans toute la mesure de leurs moyens les dispositions suivantes à l'égard de ces personnes :

- a) Sauf lorsque les hommes et les femmes d'une même famille sont logés ensemble, les femmes seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes;
- b) Les personnes visées au paragraphe 1 seront autorisées à expédier et à recevoir des lettres et des cartes dont le nombre pourra être limité par l'autorité compétente si elle l'estime nécessaire;
- c) Les lieux d'internement et de détention ne seront pas situés à proximité de la zone de combat. Les personnes visées au paragraphe 1 seront évacuées lorsque les lieux où elles sont internées ou détenues deviennent particulièrement exposés aux dangers résultant du conflit armé, si leur évacuation peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité;
- d) Elles devront bénéficier d'examen médicaux;
- e) Leur santé et leur intégrité physiques ou mentales ne seront compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues et appliquées dans des circonstances médicales analogues aux personnes jouissant de leur liberté.

3. Les personnes qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 1 mais dont la liberté est limitée de quelque façon que ce soit, pour des motifs en relation avec le conflit armé, seront traitées avec humanité conformément à l'article 4 et aux paragraphes 1, a, c, d et 2, b du présent article.

4. S'il est décidé de libérer des personnes privées de liberté, les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes seront prises par ceux qui décideront de les libérer.

Article 6. POURSUITES PÉNALES. 1. Le présent article s'applique à la poursuite et à la répression d'infractions pénales en relation avec le conflit armé.

2. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction sans un jugement préalable rendu par un tribunal offrant les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité. En particulier :

- a) La procédure disposera que le prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
- b) Nul ne peut être condamné pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
- c) Nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne peut être infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si postérieurement à cette infraction la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;
- d) Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
- e) Toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
- f) Nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable.

3. Toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres, ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.

4. La peine de mort ne sera pas prononcée contre les personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction et elle ne sera pas exécutée contre les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.

5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues.

TITRE III. BLESSÉS, MALADES ET NAUFRAGÉS

Article 7. PROTECTION ET SOINS. 1. Tous les blessés, les malades et les naufragés, qu'ils aient ou non pris part au conflit armé, seront respectés et protégés.

2. Ils seront, en toutes circonstances, traités avec humanité et recevront, dans toute la mesure possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne sera faite entre eux.

Article 8. RECHERCHES. Chaque fois que les circonstances le permettront, et notamment après un engagement, toutes les mesures possibles seront prises sans retard pour rechercher et recueillir les blessés, les malades et les naufragés, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins appropriés, ainsi que pour rechercher les morts, empêcher qu'ils soient dépouillés et leur rendre les derniers devoirs.

Article 9. PROTECTION DU PERSONNEL SANITAIRE ET RELIGIEUX. 1. Le personnel sanitaire et religieux sera respecté et protégé. Il recevra toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions et ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.

2. Il ne sera pas exigé du personnel sanitaire que sa mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales.

Article 10. PROTECTION GÉNÉRALE DE LA MISSION MÉDICALE. 1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.

2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne pourront être contraintes ni d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou à d'autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles ou dispositions.

3. Les obligations professionnelles des personnes exerçant des activités de caractère médical quant aux renseignements qu'elles pourraient obtenir sur les blessés et les malades soignés par elles devront être respectées sous réserve de la législation nationale.

4. Sous réserve de la législation nationale, aucune personne exerçant des activités de caractère médical ne pourra être sanctionnée de quelque manière que ce soit pour avoir refusé ou s'être abstenue de donner des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés.

Article 11. PROTECTION DES UNITÉS ET MOYENS DE TRANSPORT SANITAIRES. 1. Les unités et moyens de transport sanitaires seront en tout temps respectés et protégés et ne seront pas l'objet d'attaques.

2. La protection due aux unités et moyens de transport sanitaires ne pourra cesser que s'ils sont utilisés pour commettre, en dehors de leur fonction humanitaire, des actes hostiles. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

Article 12. SIGNE DISTINCTIF. Sous le contrôle de l'autorité compétente concernée, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion et soleil rouge, sur fond blanc, sera arboré par le personnel sanitaire et religieux, les unités et moyens de transport sanitaires. Il doit être respecté en toutes circonstances. Il ne doit pas être employé abusivement.

TITRE IV. POPULATION CIVILE

Article 13. PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE. 1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes seront observées en toutes circonstances.

2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.

3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par le présent titre, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

Article 14. PROTECTION DES BIENS INDISPENSABLES À LA SURVIE DE LA POPULATION CIVILE. Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.

Article 15. PROTECTION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS CONTENANT DES FORCES DANGEREUSES. Les ouvrages d'art ou les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque ces attaques peuvent entraîner la libération de ces forces et causer, en conséquence, des pertes sévères dans la population civile.

Article 16. PROTECTION DES BIENS CULTURELS ET DES LIEUX DE CULTES. Sous réserve des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé¹, il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les œuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et de les utiliser à l'appui de l'effort militaire.

Article 17. INTERDICTION DES DÉPLACEMENTS FORCÉS. 1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.

2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit.

Article 18. SOCIÉTÉS DE SECOURS ET ACTIONS DE SECOURS. 1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute Partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.

2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.

TITRE V. DISPOSITIONS FINALES

Article 19. DIFFUSION. Le présent Protocole sera diffusé aussi largement que possible.

Article 20. SIGNATURE. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 21. RATIFICATION. Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 249, p. 215.

Article 22. ADHÉSION. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 23. ENTRÉE EN VIGUEUR. 1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 24. AMENDEMENT. 1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.

2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 25. DÉNONCIATION. 1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets que six mois après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration des six mois, la Partie dénonçante se trouve dans la situation visée à l'article premier, la dénonciation ne prendra effet qu'à la fin du conflit armé. Les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit continueront néanmoins à bénéficier des dispositions du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive.

2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

Article 26. NOTIFICATIONS. Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

- a) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 21 et 22;
- b) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 23; et
- c) Des communications et déclarations reçues conformément à l'article 24.

Article 27. ENREGISTREMENT. 1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications et adhésions qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 28. TEXTES AUTHENTIQUES. L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

ADDITIONAL PROTOCOL II

الملحق (البروتوكول) الاضافي الثاني

第二附加议定书

PROTOCOLO ADICIONAL II

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ II

For the Republic of Afghanistan

عن جمهورية أفغانستان

阿富汗共和国代表

Por la República del Afganistán

Pour la République d'Afghanistan

От имени Республики Афганистан

For the Republic of South Africa

عن جمهورية أفريقيا الجنوبية

南非共和国代表

Por la República de Sudáfrica

Pour la République sud-africaine

От имени Южно-Африканской Республики

For the People's Socialist Republic of Albania

عن جمهورية البانيا الاشتراكية الشعبية

阿尔巴尼亚社会主义人民共和国代表

Por la República Socialista Popular de Albania

Pour la République socialiste populaire d'Albanie

От имени Народной Республики Албании

For the People's Democratic Republic of Algeria

عن جمهورية الجزائر الشعبية الديمقراطية

阿尔及利亚民主人民共和国代表

Por la República Argelina Democrática y Popular

Pour la République algérienne démocratique et populaire

От имени Алжирской Народной Демократической Республики

For the Federal Republic of Germany

عن جمهورية ألمانيا الاتحادية

德意志联邦共和国代表

Por la República Federal de Alemania

Pour la République fédérale d'Allemagne

От имени Федеративной Республики Германия

[ULRICH LEBSANFT]¹

23-12-1977

For the Kingdom of Saudi Arabia

عن المملكة العربية السعودية

沙特阿拉伯王国代表

Por el Reino de Arabia Saudita

Pour le Royaume d'Arabie Saoudite

От имени Королевства Саудовской Аравии

For the Argentine Republic

عن جمهورية الأرجنتين

阿根廷共和国代表

Por la República Argentina

Pour la République argentine

От имени Аргентинской Республики

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of Switzerland — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement suisse.

For the Commonwealth of Australia

عن عضو كومنويلث أستراليا

澳大利亚联邦代表

Por el Commonwealth de Australia

Pour le Commonwealth d'Australie

От имени Австралийского Союза

[MICHAEL GEORGE HARRISON SMITH]
Seventh of December 1978¹

For the Republic of Austria

عن جمهورية النمسا

奥地利共和国代表

Por la República de Austria

Pour la République d'Autriche

От имени Австрийской Республики

[HANS THALBERG]

For the Commonwealth of the Bahamas

عن عضو الكومنويلث الباهاماس

巴哈马联邦代表

Por el Commonwealth de las Bahamas

Pour le Commonwealth des Bahamas

От имени Содружества Багамских Островов

For the State of Bahrain

عن دولة البحرين

巴林国代表

Por el Estado de Bahrein

Pour l'Etat de Bahreïn

От имени Государства Бахрейн

¹ 7 décembre 1978.

For the People's Republic of Bangladesh

عن جمهورية بنغلاديش الشعبية

孟加拉人民共和国代表

Por la República Popular de Bangladesh

Pour la République populaire du Bangladesh

От имени Народной Республики Бангладеш

For Barbados

عن بربادوس

巴巴多斯代表

Por Barbados

Pour la Barbade

От имени Барбадоса

For the Kingdom of Belgium

عن مملكة بلجيكا

比利时王国代表

Por el Reino de Bélgica

Pour le Royaume de Belgique

От имени Королевства Бельгии

[G. PUTTEVILS]

Sous réserve de ratification¹

For the People's Republic of Benin

عن جمهورية بنين الشعبية

贝宁人民共和国代表

Por la República Popular de Benin

Pour la République populaire du Bénin

От имени Народной Республики Бенин

¹ Subject to ratification.

For the Republic of Bolivia

عن جمهورية بوليفيا

玻利维亚共和国代表

Por la República de Bolivia

Pour la République de Bolivie

От имени Республики Боливия

For the Republic of Botswana

عن جمهورية بوتسوانا

博茨瓦纳共和国代表

Por la República de Botswana

Pour la République du Botswana

От имени Республики Ботсвана

For the Federative Republic of Brazil

عن جمهورية البرازيل الاتحادية

巴西联邦共和国代表

Por la República Federativa del Brasil

Pour la République fédérative du Brésil

От имени Федеративной Республики Бразилии

For the People's Republic of Bulgaria

عن جمهورية بلغاريا الشعبية

保加利亚人民共和国代表

Por la República Popular de Bulgaria

Pour la République populaire de Bulgarie

От имени Народной Республики Болгарии

[CHRISTO DARENKOV]

11-XII-1978

For the Republic of Burundi

عن جمهورية بوروندي

布隆迪共和国代表

Por la República de Burundi

Pour la République du Burundi

От имени Республики Бурунди

For Canada

عن كندا

加拿大代表

Por el Canadá

Pour le Canada

От имени Канады

[PIERRE DUMAS]

For the Republic of Chile

عن جمهورية شيلي

智利共和国代表

Por la República de Chile

Pour la République du Chili

От имени Республики Чили

[JUAN HUTT GUNTER]

For the People's Republic of China

عن جمهورية الصين الشعبية

中华人民共和国代表

Por la República Popular de China

Pour la République populaire de Chine

От имени Китайской Народной Республики

For the Republic of Cyprus

عن جمهورية قبرص

塞浦路斯共和国代表

Por la República de Chipre

Pour la République de Chypre

От имени Республики Кипр

For the Republic of Colombia

عن جمهورية كولومبيا

哥伦比亚共和国代表

Por la República de Colombia

Pour la République de Colombie

От имени Республики Колумбия

For the People's Republic of the Congo

عن جمهورية الكونغو الشعبية

刚果人民共和国代表

Por la República Popular del Congo

Pour la République populaire du Congo

От имени Народной Республики Конго

For the Republic of Costa Rica

عن جمهورية كوستاريكا

哥斯达黎加共和国代表

Por la República de Costa Rica

Pour la République du Costa Rica

От имени Республики Коста-Рика

For the Republic of the Ivory Coast

عن جمهورية ساحل العاج

象牙海岸共和国代表

Por la República de la Costa de Marfil

Pour la République de Côte d'Ivoire

От имени Республики Берег Слоновой Кости

[THEODORE DE MEL]

For the Republic of Cuba

عن جمهورية كوبا

古巴共和国代表

Por la República de Cuba

Pour la République de Cuba

От имени Республики Куба

For the Kingdom of Denmark

عن مملكة الدانمارك

丹麦王国代表

Por el Reino de Dinamarca

Pour le Royaume du Danemark

От имени Королевства Дании

[AXEL SERUP]

For the Arab Republic of Egypt

عن جمهورية مصر العربية

阿拉伯埃及共和国代表

Por la República Árabe de Egipto

Pour la République arabe d'Égypte

От имени Арабской Республики Египет

[ABDULLAH ALI EL-ERIAN]

Sous réserve de ratification¹

For the Republic of El Salvador

عن جمهورية السلفادور

萨尔瓦多共和国代表

Por la República de El Salvador

Pour la République d'El Salvador

От имени Республики Сальвадор

[NICOLÁS RIGOBERTO MONGE LÓPEZ]

For the United Arab Emirates

عن الامارات العربية المتحدة

阿拉伯联合酋长国代表

Por los Emiratos Arabes Unidos

Pour les Emirats arabes unis

От имени Объединенных Арабских Эмиратов

For the Central African Empire

عن امبراطورية أفريقيا الوسطى

中非帝国代表

Por el Imperio Centrafricano

Pour l'Empire centrafricain

От имени Центральноафриканской Империи

¹ Subject to ratification.

For Fiji

عن فيدجسي

斐济代表

Por Fiji

Pour Fidji

От имени Островов Фиджи

For the Republic of Finland

عن جمهورية فنلندا

芬兰共和国代表

Por la República de Finlandia

Pour la République de Finlande

От имени Финляндской Республики

[JOEL TOIVOLA]

For the French Republic

عن الجمهورية الفرنسية

法兰西共和国代表

Por la República Francesa

Pour la République française

От имени Французской Республики

For the Gabonese Republic

عن جمهورية الغابون

加蓬共和国代表

Por la República Gabonesa

Pour la République gabonaise

От имени Габонской Республики

For the Republic of the Gambia

عن جمهورية غامبيا

冈比亚共和国代表

Por la República de Gambia

Pour la République de Gambie

От имени Республики Гамбия

For the Republic of Ghana

عن جمهورية غانا

加纳共和国代表

Por la República de Ghana

Pour la République du Ghana

От имени Республики Гана

[JONAS KWAMI DOTSE FOLI]

For the Hellenic Republic

عن جمهورية اليونان

希腊共和国代表

Por la República Helénica

Pour la République hellénique

От имени Эллинской Республики

For the Republic of Guatemala

عن جمهورية غواتيمالا

危地马拉共和国代表

Por la República de Guatemala

Pour la République du Guatemala

От имени Республики Гватемала

[GUSTAVO SANTISO GÁLVEZ]

For the Republic of Guinea-Bissau

عن جمهورية غينيا بيساو

几内亚比绍共和国代表

Por la República de Guinea-Bissau

Pour la République de Guinée-Bissau

От имени Республики Гвинея-Бисау

For the Republic of Guyana

عن جمهورية غويانا

圭亚那共和国代表

Por la República de Guyana

Pour la République de Guyane

От имени Республики Гвиана

For the Republic of Haiti

عن جمهورية هايتي

海地共和国代表

Por la República de Haití

Pour la République d'Haïti

От имени Республики Гаити

For the Republic of the Upper Volta

عن جمهورية فولتا العليا

上沃尔特共和国代表

Por la República del Alto Volta

Pour la République de Haute-Volta

От имени Республики Верхняя Вольта

[TIÉMOKO MARC GARANGO]

11 janvier 1978¹

For the Republic of Honduras

عن جمهورية هندوراس

洪都拉斯共和国代表

Por la República de Honduras

Pour la République du Honduras

От имени Республики Гондурас

[ANTONIO COLLART VALLE]

For the Hungarian People's Republic

عن جمهورية الجبر النشمية

匈牙利人民共和国代表

Por la República Popular Húngara

Pour la République populaire hongroise

От имени Венгерской Народной Республики

[GYÖRGY ZÁGOR]

¹ 11 January 1978.

For the Republic of India

عن جمهورية الهند

印度共和国代表

Por la República de la India

Pour la République de l'Inde

От имени Республики Индия

For the Republic of Indonesia

عن جمهورية أندونيسيا

印度尼西亚共和国代表

Por la República de Indonesia

Pour la République d'Indonésie

От имени Республики Индонезия

For the Republic of Iraq

عن جمهورية العراق

伊拉克共和国代表

Por la República del Iraq

Pour la République d'Irak

От имени Иракской Республики

For the Empire of Iran

عن امبراطورية ايران

伊朗帝国代表

Por el Imperio del Irán

Pour l'Empire d'Iran

От имени Иранской Империи

[ASSADOLAH FAHIMI]

For Ireland

عن أيرلندا

爱尔兰代表

Por Irlanda

Pour l'Irlande

От имени Ирландии

[BRENDAN T. NOLAN]

For the Republic of Iceland

عن جمهورية آيسلندا

冰島共和國代表

Por la República de Islandia

Pour la République d'Islande

От имени Республики Исландия

[HARALDUR KRÖYER]

For the State of Israel

عن دولة اسرائيل

以色列國代表

Por el Estado de Israel

Pour l'Etat d'Israël

От имени Государства Израиль

For the Italian Republic

عن الجمهورية الإيطالية

意大利共和國代表

Por la República Italiana

Pour la République italienne

От имени Итальянской Республики

[NICOLA DI BERNARDO]¹

For the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya

عن الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

阿拉伯利比亚人民社会主义民众國代表

Por la Jamahiriya Arabe Libia Popular y Socialista

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

От имени Ливийской Арабской Народно-Демократической Республики

¹ For the text of the declarations and reservations made upon signature, see p. 699 of this volume — Pour le texte des déclarations et réserves faites lors de la signature, voir p. 699 du présent volume.

For Jamaica

عن جامايكا

牙买加代表

Por Jamaica

Pour la Jamaïque

От имени Ямайки

For Japan

عن اليابان

日本代表

Por el Japón

Pour le Japon

От имени Японии

For the Hashemite Kingdom of Jordan

عن المملكة الاردنية الهاشمية

哈希姆约旦王国代表

Por el Reino Hachemita de Jordania

Pour le Royaume hachémite de Jordanie

От имени Хашемитского Королевства Иордании

[MUTASIM BILBEISI]

For Democratic Kampuchea

عن كمبوتشيا الديمقراطية

民主柬埔寨代表

Por Kampuchea Democrática

Pour le Kampuchea Démocratique

От имени Демократической Кампучии

For the Republic of Kenya

عن جمهورية كينيا

肯尼亚共和国代表

Por la República de Kenya

Pour la République du Kenya

От имени Республики Кения

For the State of Kuwait

من دولة الكويت

科威特國代表

Por el Estado de Kuwait

Pour l'Etat du Koweït

От имени Государства Кувейт

For the Kingdom of Lesotho

من مملكة ليسوتو

萊索托王國代表

Por el Reino de Lesotho

Pour le Royaume du Lesotho

От имени Королевства Лесото

For the Lebanese Republic

عن الجمهورية اللبنانية

黎巴嫩共和國代表

Por la República Libanesa

Pour la République libanaise

От имени Ливанской Республики

For the Republic of Liberia

عن جمهورية ليبيريا

利比里亞共和國代表

Por la República de Liberia

Pour la République du Libéria

От имени Республики Либерия

For the Principality of Liechtenstein

عن إمارة ليختينشتاين

列支敦士登公國代表

Por el Principado de Liechtenstein

Pour la Principauté de Liechtenstein

От имени Княжества Лихтенштейн

[PRINCE NICOLAS DE LIECHTENSTEIN]

For the Grand Duchy of Luxembourg

عن دوقية لوكسمبورج الكبرى

卢森堡大公国代表

Por el Gran Ducado de Luxemburgo

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

От имени Великого Герцогства Люксембург

[JEAN RETTEL]

Sous réserve de ratification¹

For the Democratic Republic of Madagascar

عن جمهورية مدغشقر الديمقراطية

马达加斯加民主共和国代表

Por la República Democrática de Madagascar

Pour la République démocratique de Madagascar

От имени Малагасийской Демократической Республики

[JEAN JACQUES MAURICE]

Treize octobre 1978²

For Malaysia

عن ماليزيا

马来西亚代表

Por Malasia

Pour la Malaisie

От имени Малайзии

For the Republic of Malawi

عن جمهورية مالاوي

马拉维共和国代表

Por la República de Malawi

Pour la République du Malawi

От имени Республики Малави

¹ Subject to ratification.

² 13 October 1978.

For the Republic of Mali

عن جمهورية مالي

马里共和国代表

Por la República de Malí

Pour la République du Mali

От имени Республики Мали

For the Republic of Malta

عن جمهورية مالطا

马耳他共和国代表

Por la República de Malta

Pour la République de Malte

От имени Республики Мальта

For the Kingdom of Morocco

عن المملكة المغربية

摩洛哥王国代表

Por el Reino de Marruecos

Pour le Royaume du Maroc

От имени Королевства Марокко

[MOHAMED BENNANI SMIRES]

For Mauritius

عن موريشيوس

毛里求斯代表

Por Mauricio

Pour Maurice

От имени Маврикия

For the Islamic Republic of Mauritania

عن جمهورية موريتانيا الإسلامية

毛里塔尼亚伊斯兰共和国代表

Por la República Islámica de Mauritania

Pour la République islamique de Mauritanie

От имени Исламской Республики Мавритания

For the United Mexican States

عن الولايات المتحدة المكسيكية

墨西哥合众国代表

Por los Estados Unidos Mexicanos

Pour les Etats-Unis du Mexique

От имени Мексиканских Соединенных Штатов

For the Principality of Monaco

عن إمارة موناكو

摩纳哥公国代表

Por el Principado de Mónaco

Pour la Principauté de Monaco

От имени Княжества Монако

For the Mongolian People's Republic

عن جمهورية منغوليا الشعبية

蒙古人民共和国代表

Por la República Popular Mongola

Pour la République populaire mongole

От имени Монгольской Народной Республики

[DUGERSURENGIIN ERDEMBILEG]

For the Kingdom of Nepal

عن ملكة النيبال

尼泊尔王国代表

Por el Reino de Nepal

Pour le Royaume du Népal

От имени Королевства Непал

For the Republic of Nicaragua

عن جمهورية نيكاراغوا

尼加拉瓜共和国代表

Por la República de Nicaragua

Pour la République du Nicaragua

От имени Республики Никарагуа

[GASTÓN CAJINA MEJICANO]

For the Republic of the Niger

عن جمهورية النيجر

尼日尔共和国代表

Por la República del Níger

Pour la République du Niger

От имени Республики Нигер

[AMADOU SEYDOU]

16 juin 1978¹

For the Federal Republic of Nigeria

عن جمهورية نيجيريا الاتحادية

尼日利亚联邦共和国代表

Por la República Federal de Nigeria

Pour la République fédérale du Nigéria

От имени Федеративной Республики Нигерия

For the Kingdom of Norway

عن ملكة النرويج

挪威王国代表

Por el Reino de Noruega

Pour le Royaume de Norvège

От имени Королевства Норвегии

[EINAR-FREDRIK OFSTAD]

For New Zealand

عن نيوزيلندا

新西兰代表

Por Nueva Zelandia

Pour la Nouvelle-Zélande

От имени Новой Зеландии

[BASIL FRANKLIN BOLT]

27 November 1978²

¹ 16 June 1978.

² 27 novembre 1978.

For the Sultanate of Oman

عن سلطنة عمان

阿曼苏丹国代表

Por la Sultanía de Omán

Pour le Sultanat d'Oman

От имени Султаната Оман

For the Republic of Uganda

عن جمهورية أوغندا

乌干达共和国代表

Por la República de Uganda

Pour la République de l'Ouganda

От имени Республики Уганда

For the Islamic Republic of Pakistan

عن جمهورية الباكستان الإسلامية

巴基斯坦伊斯兰共和国代表

Por la República Islámica del Pakistán

Pour la République islamique du Pakistan

От имени Республики Пакистан

[M. YUSUF BUCH]

For the Republic of Panama

عن جمهورية بنما

巴拿马共和国代表

Por la República de Panamá

Pour la République du Panama

От имени Республики Панама

[AQUILINO VILLAMONTE]

For Papua New Guinea

عن بابواغينيا الجديدة

巴布亚新几内亚代表

Por Papua Nueva Guinea

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

От имени Папуа-Новая Гвинея

For the Republic of Paraguay

عن جمهورية باراغواي

巴拉圭共和国代表

Por la República del Paraguay

Pour la République du Paraguay

От имени Республики Парагвай

For the Kingdom of the Netherlands

عن ملكة هولندا

荷兰王国代表

Por el Reino de los Países Bajos

Pour le Royaume des Pays-Bas

От имени Королевства Нидерландов

[W. H. Baron COLLOT D'ESCURY]
Sous réserve de ratification¹

For the Republic of Peru

عن جمهورية بيرو

秘鲁共和国代表

Por la República del Perú

Pour la République du Pérou

От имени Республики Перу

[GORGE NICHOLSON SOLOGUREN]

For the Republic of the Philippines

عن جمهورية الفلبين

菲律宾共和国代表

Por la República de Filipinas

Pour la République des Philippines

От имени Республики Филиппины

¹ Subject to ratification.

For the Polish People's Republic

عن جمهورية بولندا الشعبية

波兰人民共和国代表

Por la República Popular Polaca

Pour la République populaire de Pologne

От имени Польской Народной Республики

[BERNARD BOGDANSKI]

For the Portuguese Republic

عن جمهورية البرتغال

葡萄牙共和国代表

Por la República Portuguesa

Pour la République portugaise

От имени Португальской Республики

[EDUARDO MANUEL FERNANDES BUGALHO]¹

For the State of Qatar

عن دولة قطر

卡塔尔国代表

Por el Estado de Qatar

Pour l'Etat du Qatar

От имени Государства Катар

For the Syrian Arab Republic

عن الجمهورية العربية السورية

阿拉伯叙利亚共和国代表

Por la República Árabe Siria

Pour la République arabe syrienne

От имени Сирийской Арабской Республики

¹ For the text of the declarations and reservations made upon signature, see p. 699 of this volume — Pour le texte des déclarations et réserves faites lors de la signature, voir p. 699 du présent volume.

For the Republic of Korea

عن جمهورية كوريا

大韩民国代表

Por la República de Corea

Pour la République de Corée

От имени Корейской Республики

[BYUNG KYU CHUN]

7 December 1978¹

For the German Democratic Republic

عن جمهورية ألمانيا الديمقراطية

德意志民主共和国代表

Por la República Democrática Alemana

Pour la République démocratique allemande

От имени Германской Демократической Республики

[GÜNTHER ULLRICH]

For the Lao People's Democratic Republic

عن جمهورية اللاو الديمقراطية

老挝人民民主共和国代表

Por la República Democrática Popular Lao

Pour la République démocratique populaire lao

От имени Лаосской Народно-Демократической Республики

[PHANTHONG PHOMMANAHAY]

18-4-78

For the Dominican Republic

عن جمهورية الدومينيكان

多米尼加共和国代表

Por la República Dominicana

Pour la République Dominicaine

От имени Доминиканской Республики

¹ 7 décembre 1978.

For the Democratic People's Republic of Korea

عن جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية

朝鮮民主主義人民共和國代表

Por la República Popular Democrática de Corea

Pour la République populaire démocratique de Corée

От имени Корейской Народно-Демократической Республики

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic

عن جمهورية بيلوروسيا السوفيتية الاشتراكية

白俄罗斯苏维埃社会主义共和国代表

Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie

От имени Белорусской Советской Социалистической Республики

[VADIM IVANOVITCH LOUKIANOVITCH]

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic

عن جمهورية أوكرانيا السوفيتية الاشتراكية

乌克兰苏维埃社会主义共和国代表

Por la República Socialista Soviética de Ucrania

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine

От имени Украинской Советской Социалистической Республики

[IVAN FILIMONOVITCH GRICHTCHENKO]

For the United Republic of Tanzania

عن جمهورية تانزانيا المتحدة

坦桑尼亚联合共和国代表

Por la República Unida de Tanzania

Pour la République-Unie de Tanzanie

От имени Объединенной Республики Танзания

For the United Republic of Cameroon

عن جمهورية الكاميرون المتحدة

喀麦隆联合共和国代表

Por la República Unida del Camerún

Pour la République-Unie du Cameroun

От имени Объединенной Республики Камерун

For the Socialist Republic of Romania

عن جمهورية رومانيا الاشتراكية

罗马尼亚社会主义共和国代表

Por la República Socialista de Rumania

Pour la République socialiste de Roumanie

От имени Социалистической Республики Румыния

[DAN ENACHESCU]

Le 28 mars 1978¹

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

عن المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلندا الشمالية

大不列颠及北爱尔兰联合王国代表

Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии

[PATRICK ARTHUR GRIER]²

For the Rwandese Republic

عن جمهورية رواندا

卢旺达共和国代表

Por la República Rwandesa

Pour la République rwandaise

От имени Республики Руанда

For the Republic of San Marino

عن جمهورية سان مارينو

圣马力诺共和国代表

Por la República de San Marino

Pour la République de Saint-Marin

От имени Республики Сан-Марино

[MARIO PINCI]

22 juin 1978³

¹ 28 March 1978.

² For the text of the declarations and reservations made upon signature, see p. 699 of this volume — Pour le texte des déclarations et réserves faites lors de la signature, voir p. 699 du présent volume.

³ 22 June 1978.

For the Holy See

عن الكرسي الرسولي

教廷代表

Por la Santa Sede

Pour le Saint-Siège

От имени Святейшего Престола

[AMBROGIO MARCHIONI]

For the Democratic Republic of Sao Tome and Principe

عن جمهورية ساوتومي وبرانسيبال الديمقراطية

圣多美和普林西比民主共和国代表

Por la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Príncipe

От имени Демократической Республики Сан-Томе и Принсипи

For the Republic of Senegal

عن جمهورية السنغال

塞内加尔共和国代表

Por la República del Senegal

Pour la République du Sénégal

От имени Республики Сенегал

[AMADOU MACTAR CISSE]

For the Republic of Sierra Leone

عن جمهورية سيراليون

塞拉利昂共和国代表

Por la República de Sierra Leona

Pour la République de Sierra Leone

От имени Республики Сьерра-Леоне

For the Republic of Singapore

عن جمهورية سنغابور

新加坡共和国代表

Por la República de Singapur

Pour la République de Singapour

От имени Республики Сингапур

For the Somali Democratic Republic

عن جمهورية الصومال الديمقراطية

索马里民主共和国代表

Por la República Democrática Somalí

Pour la République démocratique somalie

От имени Сомалийской Демократической Республики

For the Kingdom of Swaziland

عن ملكة سوازيلاند

斯威士兰王国代表

Por el Reino de Swazilandia

Pour le Royaume du Souaziland

От имени Королевства Свазиленд

For the Democratic Republic of the Sudan

عن جمهورية السودان الديمقراطية

苏丹民主共和国代表

Por la República Democrática del Sudán

Pour la République démocratique du Soudan

От имени Демократической Республики Судан

For the Republic of Sri Lanka

عن جمهورية سرى لنكا

斯里兰卡共和国代表

Por la República de Sri Lanka

Pour la République de Sri Lanka

От имени Республики Шри Ланка

For the Kingdom of Sweden

عن ملكة السويد

瑞典王国代表

Por el Reino de Suecia

Pour le Royaume de Suède

От имени Королевства Швеции

[HANS BLIX]

For the Swiss Confederation

عن الاتحاد السويسري

瑞士联邦代表

Por la Confederación Suiza

Pour la Confédération suisse

От имени Швейцарской Конфедерации

[PIERRE GRABER]

For the Republic of Surinam

عن جمهورية سورينام

苏里南共和国代表

Por la República de Surinam

Pour la République du Surinam

От имени Республики Суринам

For the Republic of Chad

عن جمهورية التشاد

乍得共和国代表

Por la República del Chad

Pour la République du Tchad

От имени Республики Чад

For the Czechoslovak Socialist Republic

عن جمهورية تشيكوسلوفاكيا الاشتراكية

捷克斯洛伐克社会主义共和国代表

Por la República Socialista Checoslovaca

Pour la République socialiste tchécoslovaque

От имени Чехословацкой Социалистической Республики

[MIROSLAV MOC]

6-12-78¹

¹ 6 December 1978 — 6 décembre 1978.

For the Kingdom of Thailand

عن ملكة تايلاند

泰国王国代表

Por el Reino de Tailandia

Pour le Royaume de Thaïlande

От имени Королевства Таиланд

For the Togolese Republic

عن جمهورية الطوف

多哥共和国代表

Por la República Togolesa

Pour la République togolaise

От имени Тоголезской Республики

[ASSIONGBON AGBENOU]

For the Republic of Trinidad and Tobago

عن جمهورية ترينيداد وتوباغو

特立尼达和多巴哥共和国代表

Por la República de Trinidad y Tabago

Pour la République de Trinité-et-Tobago

От имени Республики Тринидад и Тобаго

For the Republic of Tunisia

عن الجمهورية التونسية

突尼斯共和国代表

Por la República de Túnez

Pour la République tunisienne

От имени Тунисской Республики

[TAOUFIK SMIDA]

For the Republic of Turkey

عن جمهورية تركيا

土耳其共和国代表

Por la República de Turquía

Pour la République turque

От имени Турецкой Республики

For the Union of Soviet Socialist Republics

عن اتحاد الجمهوريات الاشتراكية

苏维埃社会主义共和国联盟代表

Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

От имени Союза Советских Социалистических Республик

[VLADIMIR SERGUÉEVITCH LAVROV]

For the Eastern Republic of Uruguay

عن جمهورية أوروغواي الشرقية

乌拉圭东岸共和国代表

Por la República Oriental del Uruguay

Pour la République orientale de l'Uruguay

От имени Восточной Республики Уругвай

For the Republic of Venezuela

عن جمهورية فنزويلا

委内瑞拉共和国代表

Por la República de Venezuela

Pour la République du Venezuela

От имени Республики Венесуэла

For the Socialist Republic of Viet Nam

عن جمهورية فيتنام الاشتراكية

越南社会主义共和国代表

Por la República Socialista de Viet Nam

Pour la République socialiste du Viet Nam

От имени Социалистической Республики Вьетнам

For the Yemen Arab Republic

عن جمهورية اليمن العربية

阿拉伯也门共和国代表

Por la República Árabe del Yemen

Pour la République arabe du Yémen

От имени Йеменской Арабской Республики

[HUSSINE M. ALMAGBALY]

14-2-1978

For the People's Democratic Republic of Yemen

عن جمهورية اليمن الشعبية الديمقراطية

也门民主人民共和国

Por la República Democrática Popular del Yemen

Pour la République démocratique populaire du Yémen

От имени Народно-Демократической Республики Йемен

For the Socialist Federal Republic of Yugoslavia

عن جمهورية يوغوسلافيا الاتحادية الاشتراكية

南斯拉夫社会主义联邦共和国代表

Por la República Federativa Socialista de Yugoslavia

Pour la République fédérative socialiste de Yougoslavie

От имени Социалистической Федеративной Республики Югославия

[ELHAMI NIMANI]

For the Republic of Zaïre

عن جمهورية زائير

扎伊尔共和国代表

Por la República del Zaïre

Pour la République du Zaïre

От имени Республики Заир

For the Republic of Zambia

عن جمهورية زامبيا

赞比亚共和国代表

Por la República de Zambia

Pour la République de Zambie

От имени Республики Замбия

DECLARATIONS AND RESERVA-
TIONS MADE UPON SIGNATURE

ITALY

[For the text of the declaration, see p. 430 of this volume.]

PORTUGAL

[For the text of the declaration, see p. 431 of this volume.]

SPAIN

[For the text of the declaration, see p. 431 of this volume.]

UNITED KINGDOM OF GREAT
BRITAIN AND NORTHERN
IRELANDDÉCLARATIONS ET RÉSERVES
FAITES LORS DE LA SIGNATURE

ITALIE

[Pour le texte de la déclaration, voir p. 430 du présent volume.]

PORTUGAL

[Pour le texte de la déclaration, voir p. 431 du présent volume.]

ESPAGNE

[Pour le texte de la déclaration, voir p. 431 du présent volume.]

ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU
NORD

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“On signing the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-international Armed Conflicts (Protocol II), the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare that they have signed on the understanding that the provisions of the Protocol shall not apply to Southern Rhodesia unless and until the Government of the United Kingdom inform the depositary that they are in a position to ensure that the obligations imposed by the Protocol in respect of that territory can be fully implemented.”

UNITED STATES OF AMERICA

“It is the understanding of the United States of America that the terms used in Part III of this Protocol which are the same as the terms defined in Article 8 of Protocol I shall so far as relevant be construed in the same sense as those definitions.”

Au moment de signer le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes de conflits armés non internationaux (Protocole II), le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare le faire en considérant que les dispositions du Protocole ne seront pas applicables à la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aura pas informé le dépositaire qu'il est en mesure d'assurer que les obligations imposées par le Protocole en ce qui concerne ce territoire pourront être pleinement respectées.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Les Etats-Unis d'Amérique considèrent que les termes utilisés au point III de ce Protocole, qui sont les mêmes que ceux définis dans l'article 8 du Protocole I, auront, dans la mesure du possible, le sens qui leur est donné dans ledit article.